

2. À la demande des deux coproducteurs et sous réserve de l'approbation des autorités compétentes des deux pays, un seul exemplaire du matériel de protection et de reproduction est produit dans le cas des oeuvres qualifiées de productions à faible budget par les autorités compétentes. Le matériel est alors conservé dans le pays du coproducteur majoritaire. Le coproducteur minoritaire y a accès en tout temps pour en tirer les reproductions nécessaires, conformément aux conditions convenues entre les coproducteurs.

ARTICLE X

Sous réserve de ses lois et règlements en vigueur, chaque partie:

- a) facilite l'entrée et le séjour sur son territoire du personnel technique et artistique et des interprètes engagés par le coproducteur de l'autre pays pour les besoins de la coproduction; et
- b) permet l'admission temporaire et la réexportation de tout équipement nécessaire à la coproduction.

ARTICLE XI

La répartition des recettes entre chaque coproducteur doit en principe être proportionnelle à la participation financière de chacun et soumise à l'approbation des autorités compétentes des deux pays.

ARTICLE XII

L'approbation d'un projet de coproduction par les autorités compétentes des deux pays n'engage aucune d'entre elles à garantir aux coproducteurs l'octroi d'un permis d'exploitation de l'oeuvre réalisée.

ARTICLE XIII

1. Dans le cas où une oeuvre réalisée en coproduction est exportée vers un pays où l'importation de telles oeuvres est contingentée, celle-ci est imputée au contingent de la partie:
 - a) dont la participation est majoritaire;
 - b) ayant les meilleures possibilités d'exportation, si la contribution des deux pays est égale;
 - c) dont le réalisateur est ressortissant, si l'application des alinéas a) et b) pose des difficultés.
2. Par dérogation au paragraphe 1, si l'un des pays coproducteurs peut faire entrer librement ses films dans le pays importateur, les oeuvres réalisées en coproduction en vertu de cet accord bénéficient de plein droit de cette possibilité, au même titre que les autres productions nationales du pays coproducteur en question, si ce dernier y accorde son consentement.

ARTICLE XIV

1. Les coproductions doivent être présentées avec la mention «coproduction Canado-Vénézuélienne» ou «coproduction Vénézuélo-Canadienne», selon le pays dont la participation est majoritaire, ou tel que convenu par les coproducteurs.